

- **Acteurs de la gouvernance territoriale et centrale :** Le Tchad connaît une certaine stabilité de ses régions, dirigées par des gouverneurs particulièrement influents sur le terrain, mais avec une relative instabilité des échelons inférieurs, la majorité des responsables territoriaux étant davantage nommée par les autorités centrales qu'élue par les citoyens tchadiens. Sur le terrain, les chefs de canton apparaissent comme les interlocuteurs principaux des gestionnaires d'aires protégées et des partenaires techniques et financiers (PTF), et les chefs de villages les principaux interlocuteurs des chefs de ferricks. Les représentants sectoriels de l'État central sur le terrain (services déconcentrés) sont peu déterminants car renouvelés très fréquemment et disposant de capacités variables.
- **Partenaires techniques et financiers (PTF) :** Les principaux partenaires financiers des aires protégées du Tchad en termes de volume de l'aide fournie, sont l'UE, puis assez loin derrière l'Agence française de développement (AFD), la Banque mondiale et Abou Dabi. Les partenaires techniques de ce secteur sont actuellement quelques rares ONG tchadiennes, des bureaux d'étude (Agreco et Diligence-Conseil), et des organisations internationales (Office for Biodiversity, Wings for Conservation).

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

Objectifs général et spécifiques

L'objectif général (impact) de l'action est de préserver la biodiversité et les services écosystémiques du grand écosystème fonctionnel de Zakouma (GEFZ) et de la réserve naturelle et culturelle de l'Ennedi (RNCE), ainsi que de leurs territoires riverains.

L'action vise à amplifier l'approche intersectorielle suivie ces dernières années à la fois au niveau local et au niveau national, qui a été appliquée ces dernières années dans le cadre de l'appui fourni par l'UE dans ce secteur au Tchad.

Il est envisagé de prolonger cette action dans le cadre du plan d'action annuel de 2023 en faveur de la République du Tchad, avec pour objectif général de poursuivre la consolidation des succès intersectoriels au niveau des deux territoires prioritaires et au niveau national, et de les répliquer à d'autres territoires émergents sur la base des résultats d'une étude de faisabilité qui sera réalisée dans le cadre de la présente action (régions d'Ouadi-Rime Ouadi-Achim, Manda, Aouk-Mandjo, Bahr Keita, Fitri-Koundjourou et Mandelia) et de développer plus spécifiquement la chaîne de valeur élevage d'une façon durable et adaptée au changement climatique, à travers sa composante pastorale.

Les objectifs spécifiques (OS) (résultats) de cette action sont :

- OS1 (conservation): Renforcer la lutte coordonnée contre l'exploitation et le trafic illicite de ressources naturelles et de biodiversité ainsi que le monitoring écologique, et améliorer la gestion durable et la gouvernance du grand écosystème fonctionnel de Zakouma (GEFZ) et de la réserve naturelle et culturelle de l'Ennedi (RNCE). Cela prendra en considération la vulnérabilité des femmes face à la restriction de leur accès aux ressources naturelles (foncier, eau, bois, produits de cueillette).
- OS2 (économie verte) : Promouvoir les systèmes d'exploitation locaux, inclusifs et durables, ainsi que leurs chaînes de valeur basées sur les ressources naturelles au sein du GEFZ et de la RNCE et de leurs territoires adjacents, génératrices de revenus et de services durables. Cette gestion sera adaptée au changement climatique, et bénéficiera les femmes et les hommes dans toute leur diversité.
- OS3 (gouvernance nationale³) : Lancement d'une institution nationale et de dispositifs locaux dédiés à la protection des écosystèmes et de la biodiversité, ainsi qu'à la planification du développement territorial, avec une participation équitable des acteurs, plus particulièrement des femmes.

³ Définition fonctionnelle : par qui et comment sont prises les décisions